Garantir la protection des observateurs indépendants et l'accomplissement de leurs missions

Alexandre Richard and Anna Hertkorn

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/11723>

DOI: 10.4000/revdh.11723

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Alexandre Richard and Anna Hertkorn, "Garantir la protection des observateurs indépendants et l'accomplissement de leurs missions", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 26 April 2021, connection on 07 December 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/11723> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.11723>

This text was automatically generated on 7 December 2021.

Tous droits réservés

Garantir la protection des observateurs indépendants et l'accomplissement de leurs missions

Alexandre Richard and Anna Hertkorn

- 1 Les observateurs indépendants de la société civile¹ surveillent et rendent compte du respect des libertés publiques, notamment dans le cadre des interventions des forces de l'ordre. Ils couvrent en toute indépendance les manifestations, évacuations de camps de migrants, élections citoyennes et autres événements de la vie publique.
- 2 Le silence du droit français à leur égard est aujourd'hui problématique. Ni reconnus, ni protégés par le droit interne, les observateurs des pratiques policières sont régulièrement victimes d'atteintes concrètes dans l'exercice de leurs missions. Celles-ci sont pourtant protégées par le droit régional et le droit international, dont découlent des obligations précises pour les États depuis plusieurs années. Alors que certaines institutions françaises commencent à prendre position en faveur d'une reconnaissance des observateurs et de leurs missions, il convient de faire le point sur les textes protecteurs (I) et sur les atteintes portées à ces défenseurs des droits (II).

I. Des instruments juridiques protecteurs des observateurs des pratiques policières

- 3 Depuis quelques années, l'interprétation des textes internationaux et européens par les organes de garantie des droits de l'Homme est favorable à la protection des observateurs (A). Cependant, le droit français ne reconnaît ni ne protège les observateurs indépendants, malgré les récentes prises de position de certaines autorités indépendantes françaises et du juge des référés du Conseil d'État (B).

A. Une interprétation des organes internationaux et régionaux de protection des droits de l'Homme favorable aux observateurs

- 4 **Au niveau international.** En 2007 déjà, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme demandait aux États d'assurer une entière liberté d'action aux défenseurs des droits de l'homme dans le contexte de la liberté de réunion afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle d'observateurs². Par ailleurs, le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association appelait en 2012 à assurer la protection de ceux qui observent les violations et abus, et en rendent compte, dans le cadre des réunions pacifiques³.
- 5 Selon le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies⁴, les observateurs surveillent et rendent compte du déroulement des réunions. Ils bénéficient à ce titre de la protection offerte par l'article 21⁵ du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et détiennent le droit d'enregistrer les membres des forces de l'ordre⁶. Selon le Comité, il ne peut leur être interdit d'exercer leurs fonctions ou leur être imposé de limites à l'exercice de ces fonctions, y compris en ce qui concerne la surveillance des actions des forces de l'ordre⁷. Ainsi, ils ne doivent pas risquer de faire l'objet de représailles ou d'autres formes de harcèlement et leur matériel ne doit pas être confisqué ou endommagé⁸. Il est important de noter que, même si une réunion est déclarée illégale et est dispersée, l'organe onusien estime qu'il n'est pas mis fin au droit de la surveiller⁹.
- 6 Les États ont donc des devoirs vis-à-vis des observateurs au titre de l'article 21 du PIDCP qui oblige notamment les agents de la force publique chargés de maintenir l'ordre dans les réunions à protéger les observateurs¹⁰.
- 7 **Au niveau régional.** La Cour européenne des droits de l'homme a eu l'occasion de relever que le rôle des observateurs est aussi important que celui des journalistes et les qualifie de « chien de garde social »¹¹.
- 8 La Commission de Venise du Conseil de l'Europe et l'OSCE définissent pour leur part les observateurs comme des personnes ou des groupes tiers ne participant pas à un rassemblement, et dont le but premier est d'observer et d'enregistrer les actions et les activités se déroulant lors de manifestations publiques¹². Faisant partie des défenseurs des droits de l'Homme¹³, ils sont considérés comme des « acteurs tiers [qui] ont le droit d'être présents lors de rassemblements pour observer ou suivre les débats, pour rendre compte de ce qui se passe »¹⁴, mais aussi « pour observer ou surveiller les procédures, pour protéger les droits de l'Homme »¹⁵.
- 9 Selon ces lignes directrices, ils participent aux contrôles indépendants des manifestations par leur droit d'y être physiquement présents afin d'observer leur déroulement, droit qui « fait partie des droits de l'Homme de recevoir et de communiquer des informations »¹⁶.
- 10 Ce contrôle indépendant peut notamment être effectué par des particuliers, des ONG locales ou des défenseurs des droits de l'Homme¹⁷. Les deux organisations européennes n'imposent pas formellement que les acteurs tiers soient facilement identifiables ou se fassent connaître des autorités compétentes lors d'un rassemblement. Elles estiment toutefois qu'être distinctement visible ou disposer d'un moyen d'identification peut être utile si les observateurs souhaitent se distinguer du corps général des participants

ou demandent un traitement spécial, comme l'accès à des zones spécifiques ou le franchissement de lignes de police¹⁸.

- 11 Il doit être relevé que les autorités de l'État ne doivent pas empêcher les activités des observateurs, qu'une manifestation ait ou non respecté les exigences de notification requises, et qu'elle soit ou non pacifique¹⁹. De même, les ordres de dispersion destinés aux participants à un rassemblement ne devraient en principe pas obliger les observateurs à quitter la zone²⁰. Ces derniers peuvent être invités à se disperser lorsqu'ils entravent la capacité de la police à maintenir l'ordre, mais ne doivent pas être empêchés d'observer et d'enregistrer l'opération de police à partir d'un lieu qui leur permet de le faire²¹.
- 12 En ce qui concerne les devoirs de l'État, les autorités publiques et les forces de l'ordre doivent être conscientes du travail des observateurs et de la nécessité d'en faciliter l'exercice dans le cadre du processus de protection du droit de réunion pacifique²².
- 13 La Cour européenne des droits de l'Homme ayant déjà eu recours aux travaux de la Commission de Venise dans sa jurisprudence²³, il n'est donc pas exclu que les dispositions des lignes directrices relatives aux observateurs soient un jour mobilisées par la Cour de Strasbourg.

B. Prises de position du juge des référés, d'institutions indépendantes françaises et d'une commission parlementaire

- 14 Saisi par un membre de l'Observatoire parisien des libertés publiques²⁴, le juge des référés du Conseil d'État a rejeté la demande de suspension du nouveau schéma national du maintien de l'ordre²⁵ pour défaut de respect de la condition d'urgence. Mais pour parvenir à cette conclusion, le Conseil d'État a neutralisé l'interprétation négative de ce schéma en se fondant sur l'article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 et sur le droit international. Il a ainsi reconnu que l'observation citoyenne participait de la liberté d'information, elle-même corollaire de la liberté d'expression : « S'il n'est pas explicitement précisé que le délit suppose que le maintien dans un attroupement revête un caractère délibéré, cette circonstance n'apparaît pas, en l'état de l'instruction, de nature à créer, eu égard au contexte dans lequel cette énonciation trouve sa place, une ambiguïté dans les conditions de mise en œuvre de la doctrine de maintien de l'ordre dans les manifestations de nature à caractériser une atteinte grave et immédiate aux intérêts défendus par le requérant. S'il est en outre soutenu que l'article 431-4 du code pénal doit, sauf à méconnaître l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et les stipulations de l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, être interprété comme excluant les observateurs de son champ d'application, une telle argumentation n'est pas de nature à justifier de l'urgence à suspendre l'exécution d'un document réitérant les termes de cette disposition législative. Enfin, les énonciations contestées, qui se bornent à indiquer que les personnes qui se trouvent au sein d'un attroupement doivent, en cas d'injonction des forces de l'ordre, " se positionner en dehors des manifestants appelés à se disperser ", **ne sauraient être lues**, contrairement à ce qui est soutenu, **comme impliquant que les "observateurs" devraient nécessairement quitter la zone de la manifestation**. Il en résulte qu'il ne saurait en tout état de cause être soutenu que la mise en œuvre

d'une telle obligation porterait aux intérêts défendus par le requérant une atteinte grave et immédiate constitutive d'une situation d'urgence. »²⁶.

- 15 Précédemment, la Décision du défenseur des droits français n°2020-131 du 9 juillet 2020²⁷ portant recommandations générales sur les pratiques du maintien de l'ordre au regard des règles de déontologie, a noté que « plusieurs organisations telles que la Ligue des droits de l'Homme envoient, lors des manifestations, des observateurs, souvent identifiables par des vêtements ou accessoires siglés, chargés d'assister aux manifestations et parfois de filmer, en particulier les actions des forces de l'ordre »²⁸.
- 16 Le Défenseur des droits rappelle, comme il a déjà eu l'occasion de le faire dans une décision rendue le 21 décembre 2018 concernant l'usage de la force lors d'une manifestation à l'encontre d'un journaliste identifiable, que la liberté de la presse est l'un des principes fondamentaux des systèmes démocratiques qui repose sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression. Il recommande que la même vigilance soit portée aux observateurs identifiables issus de la société civile. Il souligne aussi les termes de la circulaire n°2008-8433-D du 23 décembre 2008 aux termes de laquelle « si les policiers bénéficient, comme tout citoyen, du droit au respect de la vie privée, ils ne peuvent faire obstacle à l'enregistrement ou à la diffusion publique d'images ou de paroles à l'occasion de l'exercice de leur fonction »²⁹.
- 17 La Commission d'enquête relative à l'état des lieux, à la déontologie, les pratiques et les doctrines du maintien de l'ordre de l'Assemblée nationale, présidée par le député Jean-Michel Fauvergue, a rendu son rapport³⁰ le 20 janvier 2021, dans lequel deux recommandations concernent les observateurs :
- 18 Recommandation n° 22 : Revoir la définition légale de l'attroupement afin de permettre aux journalistes et aux observateurs de continuer à observer les opérations de maintien de l'ordre jusqu'à leur terme.
- 19 Recommandation n° 24 : Compléter le schéma national du maintien de l'ordre de dispositions consacrées aux observateurs afin de reconnaître leur mission de documentation des manifestations.
- 20 En février 2021, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme a recommandé, à son tour, que les observateurs citoyens, missionnés par une ONG, parfaitement identifiables et respectant une neutralité comportementale d'observation, tant lors des manifestations que des évacuations de camps, se voient reconnaître les mêmes droits que les journalistes en ce qu'ils peuvent observer, éventuellement avec du matériel de protection, jusqu'à la fin de l'opération policière³¹.
- 21 Parallèlement et en dépit de cette convergence pour une protection des observateurs, des atteintes concrètes entravent leur mission, soit par des textes soit par des pratiques policières ou des procédures « bâillon »³².

II. Les atteintes portées aux observateurs et à leurs missions en France

- 22 Les autorités françaises portent régulièrement atteinte à la mission des observateurs tant sur un plan juridique (A) que matériel lors des opérations des forces de l'ordre (B).

A. Atteintes juridiques

- 23 Le droit français ne reconnaît nullement les observateurs indépendants. Aussi, aucun statut protecteur ne leur est accordé en vue d'assurer leurs missions en toute sécurité. Au contraire, les autorités françaises adoptent régulièrement des textes visant à entraver les missions d'observation des manifestations et des rassemblements publics.
- 24 A cet égard, le nouveau « Schéma national du maintien de l'ordre », du 16 septembre 2020, adopté sous la forme d'une instruction ministérielle, vient apporter de fortes restrictions à ce travail d'observation. En effet, ce texte ne prévoit la possibilité de porter du matériel de protection que pour les journalistes et il précise que « le délit constitué par le fait de se maintenir dans un attroupement après sommation ne comporte aucune exception, y compris au profit des journalistes ou de membres d'associations. Dès lors qu'ils sont au cœur d'un attroupement, ils doivent, comme n'importe quel citoyen, obtempérer aux injonctions des représentants des forces de l'ordre en se positionnant en dehors des manifestants appelés à se disperser ».
- 25 Ainsi, ce texte va à l'encontre des principes rappelés par la Commission de Venise et l'OSCE, qui précisent, comme on l'a vu, que les observateurs ne sont pas des manifestants et que les ordres de dispersion ne devraient pas les contraindre à quitter une zone³³.
- 26 Certes, comme cela a été dit, le juge des référés du Conseil d'État a neutralisé l'effet de ce texte, mais les policiers sur le terrain ne le savent manifestement pas, lorsqu'ils se fondent soit sur le schéma national du maintien de l'ordre soit sur un arrêté du préfet de police de Paris interdisant le port de matériel de protection pour refuser l'accès à un lieu de manifestation avec un casque par exemple³⁴.
- 27 L'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale »³⁵ prévoyait de réprimer la diffusion, dans un but malveillant, d'images des membres des forces de l'ordre agissant dans le cadre de leurs fonctions. Nombre d'associations et de syndicats réunis en collectif³⁶, ont dénoncé le risque que, sur le terrain, les forces de l'ordre puissent librement estimer qu'une captation d'images poursuivrait un tel but et, ce faisant, interpellé les personnes concernées. Certes, il reviendrait *in fine* au juge de contrôler l'existence d'une telle intention, mais le mal serait déjà fait et la personne concernée aurait effectivement été empêchée de filmer ou de photographier des opérations de maintien de l'ordre. Le risque d'auto-censure était également dénoncé.
- 28 La mobilisation importante contre cet article a amené le Sénat à le réécrire. Tel qu'il a été adopté³⁷, le texte de loi prévoit en effet de réprimer « [l]a provocation, dans le but manifeste qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, à l'identification d'un agent de la police nationale, d'un agent des douanes lorsqu'il est en opération, d'un militaire de la gendarmerie nationale ou d'un agent de la police municipale, lorsque ces personnels agissent dans le cadre d'une opération de police ».
- 29 L'infraction a été intégrée au code pénal et non à la loi sur la liberté de la presse de 1881³⁸, et la peine encourue est bien plus lourde : 5 ans d'emprisonnement (au lieu d'un an) et 75.000 € d'amende³⁹. Ce texte ne prévoit pas de fait justificatif⁴⁰ lorsque les images sont prises pour apporter une preuve en justice ou pour la presse, à laquelle les observateurs pourraient être assimilés, puisqu'ils participent à la liberté d'information⁴¹, selon la Cour EDH.

- 30 On peut aussi s'interroger sur la portée de cette infraction. Lorsqu'un observateur indépendant photographiera un agent ou ne serait-ce que son matricule (sachant que le matricule ou RIO⁴² permet l'identification de celui-ci), ne risquera-t-il pas d'être accusé en pratique, par ce policier, de « provocation à [son] identification », ce qui servirait de prétexte à une interdiction de filmer ou à une interpellation ? Aucun juge ne pourrait ensuite le condamner faute d'intention malveillante, mais le policier aurait ainsi mis un terme à la mission de l'observateur.
- 31 Autrement dit, ce texte risque d'apporter de nouvelles restrictions à la pratique des observateurs indépendants. Pourtant, l'article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 prévoit que « la Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration ».

B. Atteintes matérielles lors des opérations des forces de l'ordre

- 32 Le droit français ne reconnaît ni ne protège les missions des observateurs indépendants. Au contraire, comme on l'a vu, les autorités françaises édictent régulièrement des textes de nature à entraver leurs missions, pourtant essentielles dans une société démocratique. Ce cadre légal lacunaire permet alors, en pratique, aux autorités d'entraver les missions des observateurs de façon régulière.
- 33 Ainsi, en 2019, trois observateurs de l'Observatoire des libertés publiques de Paris ont été délibérément pris pour cible par les forces de l'ordre, qui ont utilisé des matraques et des gaz lacrymogènes contre eux, sans aucune raison légitime⁴³. En février 2020, trois observateurs parisiens ont vu leur matériel confisqué et ont été condamnés à une amende. Les forces de l'ordre les ont assimilés à des manifestants et ont saisi leurs équipements de protection. Ce faisant, ils ont nié l'indépendance des observateurs et les ont empêchés de remplir leurs missions⁴⁴. Le 17 novembre 2020, à l'occasion d'une manifestation à Paris contre la proposition de loi dite « Sécurité globale », deux observateurs ont été délibérément pris pour cibles, et ont reçu des coups de matraques de la part des membres des forces de l'ordre⁴⁵. Des difficultés ont également été constatées à Toulouse et à Montpellier⁴⁶. Depuis mai 2017, les observateurs ont souvent été insultés et intimidés, et certains ont été victimes de violences physiques de la part des forces de l'ordre. L'observatrice Camille Halut a pour sa part été victime de harcèlement policier et judiciaire⁴⁷, avant d'être relaxée par les juges, qui ont reconnu son innocence⁴⁸.
- 34 Enfin, soulignons que malgré de nombreux rapports faisant état de violences à l'égard des observateurs, aucune enquête n'a été menée de manière rigoureuse et aucune charge n'a été retenue contre les auteurs de ces violences.

*

- 35 La protection des observateurs n'est donc toujours pas garantie dans « le pays des droits de l'Homme ». Cette situation juridique et factuelle place la France en non-conformité avec ses obligations internationales. À défaut d'une évolution - tant du droit interne que des pratiques des forces de l'ordre -, le contentieux régional ou international pourrait être amené à se développer. Les récentes évolutions juridiques ne laissent cependant pas augurer du changement défendu par la société civile et les institutions indépendantes.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. On pense en particulier aux observatoires initiés par la Ligue des droits de l'Homme (LDH <https://www.ldh-france.org/observatoires-des-pratiques-policières-agir-pour-la-defense-des-libertes-publiques/>), en général en collectifs, le plus souvent avec le Syndicat des avocats de France (SAF). A Toulouse, la Fondation Copernic fait aussi partie de l'Observatoire. Dans certaines villes, des syndicats de salariés (comme à Nantes, Bordeaux ou Rennes) ou d'autres associations (le MRAP par exemple, ou parfois des associations locales comme dans le département de Seine Saint-Denis) en font également partie...

2. Rapport de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Doc. Nations Unies A/62/225, 13 août 2007, §101(f)(i), disponible en ligne sur : <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/62/225>

3. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, Doc. Nations Unies A/HRC/20/27, 21 mai 2012, §94, disponible en ligne sur : https://www.ohchr.org/documents/hrbodies/hrcouncil/regularsession/session20/a-hrc-20-27_fr.pdf

4. Comité des droits de l'Homme des Nations Unies, Observation générale n° 37 sur le droit de réunion pacifique (art. 21), 2020, CCPR/C/GC37, §30, disponible en ligne sur : [https://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?](https://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsrdB0H1l5979OVGGB%2bWPAXj3%2bho0P51AAHSqSubYW2%2fRjpx65WYTJlg4IbLTUz3pDilW4CrHIIls%2f)

[enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsrdB0H1l5979OVGGB%2bWPAXj3%2bho0P51AAHSqSubYW2%2fRjpx65WYTJlg4IbLTUz3pDilW4CrHIIls%2f](https://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsrdB0H1l5979OVGGB%2bWPAXj3%2bho0P51AAHSqSubYW2%2fRjpx65WYTJlg4IbLTUz3pDilW4CrHIIls%2f)

5. Article relatif au droit de réunion pacifique.

6. §94 de l'Observation générale n° 37 précitée.

7. §30.

8. §30.

9. §30.

10. §74.

11. CEDH, *Társaság a Szabadságjogokért c. Hongrie*, 14 avril 2009, n° 37374/05, §36.

12. La Commission européenne pour la démocratie par le droit, mieux connue sous le nom de Commission de Venise, est l'organe consultatif indépendant du Conseil de l'Europe sur les questions constitutionnelles. Quant à l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), elle compte 57 États participants en Amérique du Nord, en Asie centrale et en Europe, et constitue la plus grande organisation de sécurité régionale du monde.

OSCE/BIDDH, Commission Venise, *Lignes directrices conjointes sur la liberté de réunion pacifique* (3ème édition), 2020, CDL-AD(2019)017rev-f, §204, disponible en ligne sur :

[https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD\(2019\)017rev-f](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD(2019)017rev-f)

13. OSCE/BIDDH, *Lignes directrices relatives à la protection des défenseurs des droits de l'homme*, 2016, §176, disponible en ligne sur : <https://www.osce.org/files/f/documents/e/e/230586.pdf>

14. OSCE/BIDDH, Commission Venise, *Lignes directrices conjointes sur la liberté de réunion pacifique* (3ème édition), 2020, op. cit., §34.
15. *Ibid.*, §189.
16. *Ibid.*, §204
17. *Ibid.*, §209.
18. *Ibid.*, §190.
19. *Ibid.*, §207.
20. *Ibid.*, §208.
21. *Ibid.*, §180.
22. *Ibid.*, §34.
23. À titre d'exemple, CEDH, 26 novembre 2013, *Kudrevičius et autres c. Lituanie*, n° 37553/05 : interprétation du droit de réunion pacifique (article 11 Conv. EDH) au regard des Lignes directrices et des avis de la Commission de Venise, voir notes 29, 30 et 31 de l'arrêt cité. CEDH, 5 janvier 2016, *Frumkin c. Russie*, n° 74568/12, §80 et §129, renvoyant à la ligne directrice 5.4.
24. L'Observatoire parisien des libertés publiques a été créé au printemps 2019 par la Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'Homme et le Syndicat des avocats de France, section parisienne. Il s'est fixé comme objectifs de documenter les pratiques policières notamment en maintien de l'ordre et d'informer de leurs droits les personnes concernées par ces pratiques. Des analyses et rapports sont rendus publics afin de sensibiliser les citoyens, les acteurs de la justice et les pouvoirs publics, d'alimenter le débat d'intérêt général sur les libertés et d'apporter une réponse collective aux dérives de ces pratiques policières. L'observation se déroule par une ou plusieurs équipes de trois observateurs, dûment identifiables par une chasuble et un casque siglés et respectant une neutralité comportementale, aussi bien vis-à-vis des policiers que des manifestants. Entre juillet 2019 et décembre 2020, l'Observatoire a réalisé une cinquantaine d'observations, avec une interruption durant l'été et les vacances de Noël.
25. Ministère de l'Intérieur, Schéma national de maintien de l'ordre, 16 septembre 2020, disponible en ligne sur : <https://www.interieur.gouv.fr/Le-ministre/Actualites/Schema-national-du-maintien-de-l-ordre>
26. Nous soulignons. Conseil d'État, ordonnance du 27 octobre 2020, n°445369. La même réponse a été apportée au référé liberté déposé par un membre de l'Observatoire parisien contre le schéma national de maintien de l'ordre, avec la précision de l'absence d'obligation, pour l'administration, de prendre une instruction pour expliciter un droit (CE, 23 décembre 2020, n°447876).
27. Défenseur des droits, Décision n° 2020-131, *Décision-cadre portant recommandations générales sur les pratiques du maintien de l'ordre au regard des règles de déontologie*, 9 juillet 2020 du 9 juillet 2020 relative à des recommandations générales sur les pratiques du maintien de l'ordre au regard des règles de déontologie, pp. 18-19, disponible en ligne sur : https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=19915
28. Voir pp. 18-19 de la Décision du défenseur des droits n°2020-131 du 9 juillet 2020.
29. Voir Décision du défenseur des droits n°2020-131 du 9 juillet 2020, pp. 18-19.
30. Rapport : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/ceordre/l15b3786_rapport-enquete
31. Commission nationale consultative des droits de l'Homme, *Avis sur les rapports entre police et population : rétablir la confiance entre la police et la population*, 11 février 2021, A-2021-2, §79, disponible en ligne sur : https://www.cncdh.fr/sites/default/files/a_-_2021_-_2_-_relations_police_-_population_fevrier_2021.pdf
32. Sur la notion de procédure bâillon, voir Denis Mazeaud, « Procédure bâillon : le retour !? L'instrumentalisation du droit et de la justice... », *Gazette du Palais Actus Pro* 14 décembre 2009 : <https://www.gazette-du-palais.fr/actualites-professionnelles/procedures-baillons-le-retour/>
33. Voir la lettre ouverte des observatoires des pratiques policières

34. L'Observatoire parisien a filmé ce refus d'un responsable de la gendarmerie mobile le 30 janvier 2021, place de la République. L'accès a finalement été autorisé par un commissaire aux deux équipes, qui ont contourné la place. Des membres de cet Observatoire ont déjà dû subir la confiscation de matériel (voir le communiqué de presse du 1^{er} février 2020). Voir B) sur les atteintes matérielles à l'observation citoyenne.
35. Le titre en a été changé, la loi s'intitule désormais : « *Loi pour une sécurité globale préservant les libertés* ». Le vote a eu lieu le 15 avril 2021. 60 parlementaires ont saisi le Conseil constitutionnel, de même que le Premier ministre le 20 avril 2021. La LDH et le SAF participent à la rédaction d'une « porte étroite » avec d'autres organismes.
36. Stop la loi sécurité globale. La LDH et le SAF, notamment, en font partie.
37. La loi est actuellement soumise au contrôle du Conseil constitutionnel.
38. En conséquence, les règles de procédure (délai abrégé de prescription, interdiction de la procédure de comparution immédiate ou de convocation par procès-verbal...), protectrices de la liberté d'expression ne sont donc pas applicables.
39. Le conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin, ascendant, ou enfant d'un de ces agents est également protégé. Futur article 226-4-1-1 du code pénal, sauf censure du Conseil constitutionnel. Il est remarquable que la révélation de l'identité de forces de l'ordre ou des douanes appartenant à des services dont les missions exigent le respect de l'anonymat, ne soit puni que d'une peine d'amende de 15.000€ (article 39 sexies de la loi de 1881) ! L'article 24 de la même loi punit la provocation directe à commettre certaines infractions (comme des violences) de 5 ans d'emprisonnement mais le montant d'amende n'est que de 45.000€.
40. Voir par exemple l'article 222-33-3 du code pénal sur l'enregistrement et la diffusion d'images de violences
41. Voir ci-dessus. Sur la liberté d'information, corollaire de la liberté d'expression protégée par l'article 10 de la Convention, voir par exemple : https://www.echr.coe.int/Documents/Guide_Art_10_FRA.pdf
42. Référentiel des identités et des origines : l'arrêté du 24 décembre 2013 (relatif aux conditions et modalités de port du numéro d'identification individuel par les fonctionnaires de la police nationale, les adjoints de sécurité et les réservistes de la police nationale) fait obligation aux forces de l'ordre de le porter, seules certaines unités en étant exemptées ; voir également l'article R.434-15 du code de la sécurité intérieure (pour plus de détails, se reporter à : <https://site.ldh-france.org/paris/files/2020/01/POINT-DROIT-RIO.pdf>). Le SNMO a rappelé cette obligation.
43. La Ligue des droits de l'Homme (LDH) et ces observateurs ont saisi le Défenseur des droits
44. Voir communiqué de presse
45. Voir la note d'observation et le communiqué de presse de la Fédération de Paris de la LDH et de la section parisienne du SAF, syndicat des avocats de France, co-créatrices de l'Observatoire. La LDH et les observateurs ont saisi la Défenseure des droits et deux d'entre eux ont porté plainte. Voir l'enregistrement par la Gopro portée par l'un des observateurs : <https://twitter.com/ObsParisien/status/1329043129341775875>.
46. Voir le rapport de l'observatoire de Montpellier
47. Voir article de presse ; et <https://www.amnesty.fr/personnes/camille-halut>
48. Voir l'article de la Ligue des droits de l'Homme

ABSTRACTS

The protection of independent observers is enshrined in international et European law for a couple of years now. As human rights defenders, their mission is namely to monitor and report respect for public freedoms in law enforcement practices. In France, legal observers are neither recognized nor protected by domestic law and are often victims of concrete abuses in the exercise of their missions.

Les observateurs indépendants sont des défenseurs des droits de l'Homme qui ont notamment pour mission de surveiller et de rendre compte du respect des libertés publiques dans les pratiques policières. Leur protection est consacrée par le droit international et européen depuis plusieurs années. En France, en revanche, ils ne sont ni reconnus, ni protégés par le droit interne, et sont régulièrement victimes d'atteintes concrètes dans l'exercice de leurs missions.

INDEX

Keywords: Abuses, ECHR, European law, French Conseil d'État, Human rights, Human rights committee, human rights defenders, independent observers, international law, law enforcement officials, law enforcement practices, legal observers, NHRI, protests, right to peaceful assembly, United Nations

Mots-clés: Atteintes, CEDH, CNCDH, comité des droits de l'Homme, Conseil d'État, Défenseur des droits, défenseurs des droits humains, droit de réunion pacifique, droit européen, droit international, droits humains, forces de l'ordre, manifestations, INDH, Nations Unies, observateurs indépendants, pratiques policières

AUTHORS

ALEXANDRE RICHARD

docteur en droit, membre de l'Observatoire parisien des libertés publiques (Fédération de Paris de la LDH et SAF Paris)

ANNA HERTKORN

diplômée du master 2 droits de l'Homme et droit humanitaire, Paris II Panthéon-Assas, membre de l'Observatoire parisien des libertés publiques (Fédération de Paris de la LDH et SAF Paris)